

8. Comptage des fibres.

La méthode des fibres est conforme à la méthode européenne de référence, telle qu'elle figure à l'annexe III de l'arrêté royal du 28 août 1986 relatif à la lutte contre les risques dus à l'asbeste.

9. Expression des résultats.

La présentation des résultats contiendra, outre des données de mesure, les paramètres relatifs à la température, à la pression et au débit ainsi que toute information pertinente telle qu'un schéma simple montrant l'emplacement des points de prélèvement, les dimensions des conduits, les volumes d'échantillonnage et la méthode de calcul utilisée pour la détermination des résultats. Ces résultats seront exprimés aux conditions normales de température (273 K) et de pression (101,3 kPa).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 décembre 1988.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

8. Vezeltelling.

De vezeltellingsmethode dient in overeenstemming te zijn met de Europese referentiemethode die in bijlage XIII van het koninklijk besluit van 28 augustus 1986 betreffende de strijd tegen de risico's te wijten aan asbest beschreven is.

9. Weergave van de resultaten.

Behalve de meetgegevens moeten de resultaten ook gegevens van temperatuur, druk en debiet bevatten, alsmede alle relevante informatie, zoals een eenvoudig schema waaruit de ligging van de bemonsteringspunten blijkt, alsmede de afmetingen van de leidingen, de bemonsterde volumina en de rekenmethode die voor de bepaling van de resultaten wordt gebruikt. Deze resultaten worden herleid tot normale temperatuur (273 K) en druk (101,3 kPa).

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 29 december 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

F. 89 — 66

29 DECEMBRE 1988. — Arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant des établissements du secteur de l'amiante

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive du Conseil des Communautés européennes 87/217/CEE, du 19 mars 1987 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit interne des dispositions qui y répondent;

Vu les avis de l'Exécutif flamand du 18 février 1988 et de l'Exécutif régional wallon du 25 février 1988;

Vu l'omission de la part de l'Exécutif de la Région bruxelloise de donner suite à la demande d'avis du Gouvernement dans le délai prévu par le protocole réglant les consultations des Exécutifs par le Gouvernement et vice-versa;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables aux déversements des eaux usées provenant des établissements du secteur de la production et du traitement de l'amiante ou des produits à base d'amiante.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) amiante : les silicates fibreux suivants :
- la crocidolite (amiante bleu).
 - l'actinolite,
 - l'antophyllite,
 - la chrysotile (amiante blanc),
 - l'amosite (amiante brun),
 - la trémolite;

N. 89 — 66

29 DECEMBER 1988. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater, afkomstig van de inrichtingen van de sector van asbest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Overwegende dat de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 87/217/EEG van 19 maart 1987, inzake voorkoming en vermindering van verontreiniging van het milieu door asbest, de Lid-Staten verplichtingen oplegt en dat het nodig is overeenkomstige bepalingen op te nemen in de interne rechtsorde;

Gelet op de adviezen van de Vlaamse Executieve van 18 februari 1988 en van de Waalse Gewestexecutieve van 25 februari 1988;

Gelet op het nalaten vanwege de Executieve van het Brussels Gewest gevolg te geven aan de adviesaanvraag van de Regering binnen de termijn bepaald in het protocol tot regeling van de raadgevingen van de Executieven door de Regering en omgekeerd;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de inrichtingen van de sector van de produktie en de behandeling van asbest of van produkten op basis van asbest.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- a) asbest : de volgende vezelachtige silicaten :
- crocidoliet (blauw asbest),
 - actinoliet,
 - anthofylliet,
 - chrysotiel (wit asbest),
 - amosiet (bruin asbest),
 - tremoliet;

b) amiante brut : le produit résultant d'un premier concassage du minerai;

§ 2. Pour l'application du présent arrêté les appellations « amiantement », « asbeste-ciment » et « fibro-ciment » sont réputées équivalentes.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, les établissements du secteur sont subdivisés en trois sous-secteurs :

1° le sous-secteur 1 comprend les établissements où sont manipulées des quantités supérieures à 100 kilogrammes d'amiante brut par an et qui concernent :

a) la production d'amiante brut à partir de minerai à l'exclusion de toute opération directement liée à l'exploitation minière;

b) la fabrication et la finition industrielle des produits contenant de l'amiante brut, notamment :

- les produits de friction à base d'amiante,
- les filtres d'amiante,
- les textiles d'amiante,
- le papier et le carton d'amiante,
- les matériaux d'assemblage, de colmatage, d'emballage et d'armature à base d'amiante,
- les revêtements de sol et les mastics à base d'amiante;

2° le sous-secteur 2 comprend les établissements qui fabriquent l'amiante-ciment ou les produits à base d'amiante-ciment;

3° le sous-secteur 3 comprend les établissements qui appliquent une finition aux produits en amiantement, telle que le durcissement, la peinture, l'ennoblissement ou des traitements mécaniques.

CHAPITRE II. — Les établissements du 1^{er} sous-secteur

Art. 4. Les déchets liquides provenant des établissements du sous-secteur 1 ne sont pas considérés comme des eaux usées.

CHAPITRE III. — Les établissements du 2^e sous-secteur

Art. 5. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoute la condition complémentaire suivante :

la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 milligramme par litre.

La mesure se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH 2.

Art. 6. § 1^{er}. Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7, 2°, 3°, a) et b) et 5°, a) du règlement général :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9,5 ou inférieur à 6,5;

2° les conditions relatives à la demande biochimique d'oxygène en 5 jours et à 20 °C (BOD) ne sont pas d'application;

3° la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 45 milligrammes par litre et 30 milligrammes par litre en moyenne sur 24 heures.

La détermination des matières en suspension (matières filtrables obtenues à partir de l'échantillon non précipité) se fait par filtration sur membrane de 0,45 microns, avec séchage à 105 °C et pesée.

§ 2. Par dérogation à la condition fixée à l'article 19, 5°, a) du règlement général, la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 45 milligrammes par litre et 30 milligrammes par litre en moyenne sur 24 heures.

La détermination des matières en suspension (matières filtrables obtenues à partir de l'échantillon non précipité) se fait par filtration sur membrane de 0,45 microns, avec séchage à 105 °C et pesée.

Art. 7. Les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 0,5 m³ par tonne de produit fabriqué.

Pour les entreprises nouvelles, à savoir les entreprises mises en service après la date de publication du présent arrêté, le volume spécifique de référence de l'effluent est de 0,3 m³ par tonne de produit fabriqué. Lorsque la capacité d'une entreprise existante à la date de la publication du présent arrêté est étendue d'au moins 20 %, cette entreprise est considérée comme nouvelle.

CHAPITRE IV. — Les établissements du 3^e sous-secteur

Art. 8. § 1^{er}. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :

1° la demande chimique d'oxygène (COD) ne peut dépasser 700 milligrammes par litre;

b) ruw asbest : het produkt verkregen bij een eerste verbrijzeling van asbesthoudend gesteente;

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit worden de Franse benamingen « amiantement », « asbeste-ciment » en « fibro-ciment » geacht gelijkwaardig te zijn.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit worden de inrichtingen van de sector onderverdeeld in de volgende sub-sectoren :

1° de subsector 1 omvat de inrichtingen waarin per jaar een hoeveelheid van meer dan 100 kilogram ruw asbest wordt behandeld en die betrekking hebben op :

a) de produktie van ruw asbest uit asbesthoudend gesteente met uitzondering van alle procédés die rechtstreeks verbonden zijn met het winnen van het gesteente;

b) de vervaardiging en industriële afwerking van produkten die ruw asbest bevatten, onder andere :

- asbestfrictiemateriaal,
- asbestfilters,
- asbestweefsels,
- asbestpapier en -karton,
- Koppelings-, dichtings-, verpakings- en verstevigingsmateriaal van asbest,
- vloerbedekkingen van asbest en asbesthoudende vulmiddelen,

2° de subsector 2 omvat de inrichtingen die asbest-cement of produkten op basis van asbest-cement fabriceren;

3° de subsector 3 omvat de inrichtingen die asbest-cementprodukten afwerken namelijk door verharding, verven, veredeling of mechanische behandelingen.

HOOFDSTUK II. — De inrichtingen van subsector 1

Art. 4. De vloeibare afval afkomstig van de inrichtingen van subsector 1 wordt niet als afvalwater beschouwd.

HOOFDSTUK III. — De inrichtingen van subsector 2

Art. 5. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna « het algemeen reglement » genoemd, wordt volgende aanvullende voorwaarde toegevoegd :

het gehalte aan zwaarwaardig chroom van het geloosde water mag 0,3 milligram per liter niet overschrijden.

De meting geschiedt aan de hand van een niet gefiltreerd monster aangezuurd tot pH 2.

Art. 6. § 1. In afwijking van de voorwaarden vastgesteld in art. 7, 2°, 3°, a) en b) en 5°, a) van het algemeen reglement :

1° mag de pH van het geloosde water niet meer dan 9,5 of niet minder dan 6,5 bedragen;

2° zijn de voorwaarden betreffende het biochemisch zuurstofverbruik in 5 dagen en bij 20 °C (BOD) niet van toepassing;

3° mag het gehalte aan zwevende stoffen 45 milligram per liter en 30 milligram per liter als gemiddelde over 24 uur niet overschrijden.

De bepaling van de zwevende stoffen (filtreerbare materie uit het niet-neergeslagen monster) gebeurt door filtratie over een filtermembraan van 0,45 microns, met droging bij 105 °C en weging.

§ 2. In afwijking van de voorwaarden in artikel 19, 5°, a) van het algemeen reglement, mag het gehalte aan zwevende stoffen 45 milligram per liter en 30 milligram per liter als gemiddelde over 24 uur niet overschrijden.

De bepaling van de zwevende stoffen (filtreerbare materie uit het niet-neergeslagen monster) gebeurt door filtratie over een filtermembraan van 0,45 microns, met droging bij 105 °C en weging.

Art. 7. De lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolumen van het effluent van 0,5 m³ per ton gefabriceerd produkt.

Voor de nieuwe bedrijven, dit zijn de bedrijven die in werking worden gesteld na de datum van bekendmaking van dit besluit, is het specifiek referentie-volumen van het effluent vastgesteld op 0,3 m³ per ton gefabriceerd produkt. Wanneer de capaciteit van een bedrijf, dat op de datum van bekendmaking van dit besluit in werking is, wordt uitgebreid met ten minste 20 %, dan wordt het als nieuw bedrijf beschouwd.

HOOFDSTUK IV. — De inrichtingen van subsector 3

Art. 8. § 1. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren vastgesteld in het algemeen reglement worden volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :

1° het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water mag 700 milligram per liter niet overschrijden;

2° dans les eaux déversées, les teneurs suivantes, exprimées en milligrammes par litre, ne peuvent être dépassées :

- a) matières extractibles à l'éther de pétrole : 10;
- b) phosphore total, exprimé en phosphore : 10;
- c) azote Kjeldahl : 50;
- azote ammoniacal (N-NH₄) : 25.

§ 2. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics par le règlement général, s'ajoutent les conditions complémentaires fixées au § 1^{er}, 1° et 2°, b), c), et d) du présent article.

Art. 9. Par dérogation à l'article 7, 3°, a) et b), du règlement général, en ce qui concerne les déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, les conditions relatives à la demande biochimique d'oxygène, en 5 jours et à 20 °C (BOD) ne sont pas d'application.

Art. 10. Les conditions de déversement sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 1 m³ par tonne de produit traité.

Pour les entreprises nouvelles, à savoir les entreprises mises en service après la date de publication du présent arrêté, le volume spécifique de référence est de 0,8 m³ par tonne de produit traité.

Lorsque la capacité d'une entreprise existante à la date de la publication du présent arrêté est étendue d'au moins 20 %, cette entreprise est considérée comme entreprise nouvelle.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 11. L'arrêté royal du 2 avril 1986 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires, des eaux usées provenant d'établissements qui relèvent du secteur des industries de l'asbest-ciment, est abrogé.

Art. 12. Notre Premier Ministre et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 29 décembre 1988.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

2° in het geloosde water mogen de volgende gehalten, uitgedrukt in milligram per liter, niet overschreden worden :

- a) stoffen extraheerbaar met petroleumether : 10;
- b) totaal fosfor, uitgedrukt in fosfor : 10;
- c) Kjeldahlstikstof : 50;
- d) ammoniakale stikstof (N-NH₄) : 25.

§ 2. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen vastgesteld in het algemeen reglement, worden de aanvullende voorwaarden toegevoegd die in § 1, 1° en 2°, b), c) en d) van dit artikel zijn bepaald.

Art. 9. In afwijking van artikel 7, 3°, a) en b), van het algemeen reglement, zijn wat de lozingen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren betreft, de voorwaarden betreffende het biochemisch zuurstofverbruik, in vijf dagen en bij 20 °C (BOD) niet van toepassing.

Art. 10. De lozingsvoorwaarden zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van het effluent van 1 m³ per ton behandeld produkt.

Voor de nieuwe bedrijven, dit zijn de bedrijven die in werking gesteld werden na de datum van bekendmaking van dit besluit, is het specifiek referentievolume vastgesteld op 0,8 m³ per ton behandeld produkt.

Wanneer de capaciteit van een bedrijf dat in werking is op de datum van de bekendmaking van dit besluit met minstens 20 % wordt uitgebreid, wordt het als een nieuw bedrijf beschouwd.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 11. Het koninklijk besluit van 2 april 1986 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren, van afvalwater, afkomstig van de inrichtingen die behoren tot de sector van de asbestcementnijverheid, wordt opgeheven.

Art. 12. Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 29 december 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 67

22 NOVEMBER 1988

Ministerieel besluit tot overdracht van de saldi van de gesplitste kredieten (ordonnanceringskredieten) van Titel I en Titel II van het begrotingsjaar 1987 naar het begrotingsjaar 1988

De Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,

Gelet op de wet var. 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het decreet van 23 juni 1988 houdende de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1988, inzonderheid artikel 67;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 30 september 1987 tot overdracht van de saldi van de gesplitste kredieten (ordonnanceringskredieten van Titel I en Titel II van het begrotingsjaar 1987 naar het begrotingsjaar 1988);

Besluit :

Enig artikel. Bij toepassing van het besluit van de Vlaamse Executieve van 30 september 1987 worden de in tabel in bijlage vermelde saldi aan ordonnanceringskredieten (gesplitste kredieten) van Titel I (Lopende Uitgaven) en Titel II (Kapitaalsuitgaven) op 31 december 1987 ten bedrage van 5 916 551 376 frank overgedragen naar het begrotingsjaar 1988 en samengevoegd met de overeenstemmende kredieten van het jaar 1988.

Brussel, 22 november 1988.

G. GEENS